

ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΑΘΗΝΑ 22 ΜΑΪΟΥ 1985 | ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟ | ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 94

ΠΕΡΙΕΧΟΜΕΝΑ

ΝΟΜΟΙ

ΝΟΜΟΙ

(1)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1546

Για την κύρωση της Διεθνούς Σύμβασης Εργασίας 150/1978 για τη διοίκηση της εργασίας: Ρόλος, καθήκοντα και οργάνωση.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ
ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρώνουμε και εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει ισχύ νόμου η 150 Διεθνής Σύμβαση Εργασίας για τη διοίκηση της εργασίας : Ρόλος, καθήκοντα και οργάνωση, που ψηφίστηκε από τη Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας στην εξηκοστή τέταρτη σύνοδό της στη Γενεύη, το 1978.

Το κείμενο της σύμβασης στο γαλλικό πρωτότυπο και στην ελληνική του μετάφραση είναι το ακόλουθο :

CONVENTION 150
CONCERNANT L' ADMINISTRATION DU TRAVAIL : RÔLE, FONCTIONS ET ORGANISATION.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail, convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s' y étant réunie le 7 juin 1978, en sa soixante - quatrième session;

Rappelant les termes des conventions et recommandations intertationales du travail existantes - notamment de la convention sur l'inspection du travail, 1947, de la convention sur l'inspection du Travail (agriculture), 1969, et de la convention sur la service de l'emploi, 1948 - qui demandent la mise en euvre de certaines activitées particulières relevant de l'administration du travail ;

Considérant qu'il est souhaitable d'adopter des instruments formulant des directives relatives au système d'administration du travail dans son ensemble;

Rappelant les termes de la convention sur la politique de l' emploi, 1964, et de la convention sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975; rappelent aussi l' objectif du plein emploi convenablement rémunéré, et convaincue de la nécessité d'adopter une politique d'administration du travail qui soit de nature à permetre la poursuite de cet objectif et à donner effet aux buts desdites conventions ;

Reconnaisant la nécessité de respecter pleinement l' autonomie des organisations d' employeurs et de travailleurs ; rappelant à cet égard les termes des conventions et recommandations internationales du travail existantes qui garantissent la liberté et les droits syndicaux et d'organisation et de négociation collective-particulièrement la convention sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949- et qui interdisent tous actes d'ingérence de la part des autorités poubliques de nature à limiter ces droits ou à en entraver l' exercice légal ; considérant également que les organisations d' employeurs et de travailleurs jouent un rôle essentiel dans la poursuite des objectifs du progrés économique. social et culturel ;

Après avoir décidé d'adopter certaines propositions relatives à l' administration du travail : rôle, fonctions et organisation, question qui contitue le quatrième point à l' ordre du jour de la session ;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d' une convention internationale ;

Adopte, ce vingt - sixième jour de juin mil neuf cent soixante - dixhuit, la convention ci - après, qui sera dénommée Convention sur l' administration du travail, 1978 :

Article 1

Aux fins de la présente convention :

a) les termes «administration du travail» désignent les actitités de l'administration publique dans le domaine de la politique nationale du travail;

b) les termes «système d'administration du travail» visent tous les organes de l'administration publique responsables ou chargés de l'administration du travail- qu'il s'agisse d'administrations ministérielles ou d'institutions publiques, y compris les organismes paraétatiques et les administrations régionales ou locales ou toute autre forme décentralisée d'administration-ainsi que toute structure institutionnelle établie en vue de coordonner les activités de ces organes et d'assurer la consultation et la participation des employeurs, des travailleurs et de leurs organisations.

Article 2

Tout Membre qui ratifie la présente convention peut déléguer ou confier, en vertu de la législation ou de la pratique nationales, certaines activités d'administration du travail à des organisations non gouvernementales, notamment des organisations d'employeurs et de travailleurs, ou - le cas échéant - à des représentants d'employeurs et de travailleurs.

Article 3

Tout Membre qui ratifie la présente convention peut considérer certaines activités, relevant de sa politique nationale du travail, comme faisant partie des questions qui, en vertu de la législation ou de la pratique nationales, sont réglées par le recours à la négociation directe entre les organisations d'employeurs et de travailleurs.

Article 4

Tout Membre qui ratifie la présente convention devra, de façon appropriée aux conditions nationales, faire en sorte qu'un système d'administration du travail soit organisé et fonctionne de façon efficace sur son territoire, et que les tâches et les responsabilités qui lui sont assignées soient convenablement coordonnées.

Article 5

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention devra prendre des dispositions adaptées aux conditions nationales en vue d'assurer, dans le cadre du système d'administration du travail, des consultations, une coopération et des négociations entre les autorités publiques et les organisations d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives, ou - le cas échéant-des représentants d'employeurs et de travaileurs.

2. Dans la mesure où cela est compatible avec la législation et la pratique nationales, ces dispositions devront être prises aux niveaux national, régional et local ainsi que des divers secteurs d'activité économique.

Article 6

1. Les organes compétents au sein du système d'administration du travail devront, selon le cas, être chargés de la préparation, de la mise en oeuvre, de la coordination, du contrôle et de l'évaluation de la politique nationale du travail, ou participer à chacune de cas phases, et être, dans le cadre de l'administration publipue, les intruments de la préparation et de l'application de la législation qui la concrétise.

2. Ils devront notamment, tenant compte des normes internationales du travail pertinéntes :

a) participer à la préparation, à la mise en oeuvre, à la coordination, au contrôle et à l'évaluation de la politique nationale de l'emploi selon les modalités prévues par la législation et la pratique nationales ;

b) étudier d'une manière suivie la situation des personnes qui ont un emploi, aussi bien que des personnes qui sont sans emploi ou sous - employées, au vu de la législation et de la pratique nationales relatives aux conditions de travail, d'emploi et de vie professionnelle, appeler l'attention sur les insuffisances et les abus constatés dans ce domaine et soumettre des propositions sur les moyens d'y remédier ;

c) offrir leurs services aux employeurs et aux travailleurs ainsi qu'à leurs organisations respectives, dans les conditions permises par la législation ou la prati-

que nationales, en vue de favoriser, aux niveaux national, régionel et local ainsi que des divers secteurs d'activité économique, des consultations et un coopération effectives entre les autorités et organismes publics et les organisations d'employeurs et de travailleurs, ainsi qu'entre ces organisations :

d) répondre aux demandes d'avis techniques des employeurs et des travailleurs, ainsi que de leurs organisations respectives.

Article 7

Si les conditions nationales l'exigent pour satisfaire les besoins du nombre le plus large possible de travailleurs et dans la mesure où de telles activités ne sont pas encore assurées, tout Membre qui ratifie la présente convention devra encourager l'extension, le cas échéant progressive, des fonctions du sustèmes d'administration du travail de façon à y inclure des activités qui seront exercées en collaboration avec les autres organismes compétents et qui concerneront les conditions de travail et de vie profesionnelle de catégories de travailleurs qui, aux yeux de la loi. ne sont pas des salariés, notamment :

a) les fermiers n'employant pas de main- d'oeuvre extérieure, les métayers et les catégories analogues de travailleurs agricoles ;

b) les travailleurs indépendants n'employant pas de main-d'oeuvre extérieure, occupés dans le secteur non structuré tel qu'on l'entend dans la pratique nationale;

c) les coopérateurs et les travailleurs dès entreprises autogérées ;

d) les personnes travaillant dans un cadre établi par la coutume ou les traditions communautaires.

Article 8

Dans la mesure où la législation et la pratique nationales le permettent, les organes compétents au sein du sustème d'administration du travail devront participer à la préparation de la politique nationale dans le domaine des relations internationales du travail et à la représentation de l'Etat dans ce domaine ainsi qu'à la préparation des mesures qui doivent être prises à cet effet à l'échelon national.

Article 9

En vue d'assurer une coordination approrpiée des tâches et des responsabilités du sustème d'administration du travail, de la manière déterminée conformément à la législation ou à la pratique nationales, le ministère du Travail ou tout autre organe semblable devra avoir les moyens de vérifier que les organismes paraétatiques chargés de certaines activités dans le domaine de l'administration du travail et les organes régionaux ou locaux auxquels de telles activités auraient été déléguées agissent conformément à la législation nationale et respectent les objectifs qui leur ont été fixés.

Article 10

1. Le personnel affecté au système d'administration du travail devra êtra composé de personnes convenablement qualifiées pour exercer les fonctions qui leur sont assignées, ayant accés à la formation nécessaire à l'exercice de ces fonctions et indépendantes de toute influence extérieure indue.

2. Ce personnel bénéficiera du statut, des moyenes matériels et des ressoures financières nécessaires à l'exercice efficace de ses fonctions.

Article 11

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

Article 12

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrere en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 13

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date da la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendre effet qu'une année aprés avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédant, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par le suite, pourrá dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 14

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregist rement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, la Directeur général appelera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

Article 15

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

Article 16

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 17

1. Au cas où la Conférence adoptarait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement :

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant revision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 13 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur.

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à le ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

Article 18

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

ΣΥΜΒΑΣΗ 150

Για τη διοίκηση της εργασίας : Ρόλος, Καθήκοντα και οργάνωση.

Η Γενική Συνδιάσκεψη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, που συγκλήθηκε στη Γενεύη από το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας και συνήλθε εκεί στις 7 Ιουνίου 1978 στην εξηκοστή τέταρτη σύνοδό της,

Αφού υπενθύμισε τους όρους των διεθνών συμβάσεων και συστάσεων εργασίας που υπάρχουν - ιδίως τη σύμβαση του 1947 για την επιθεώρηση εργασίας, τη σύμβαση του 1969 για την επιθεώρηση εργασίας (γεωργία) και τη σύμβαση του 1948 για την υπηρεσία απασχόλησης-και απαιτούν την εφαρμογή ορισμένων ιδιαίτερων δραστηριοτήτων που αναφέρονται στη διοίκηση εργασίας,

Επιθυμώντας να ψηφισθούν κείμενα που να διατυπώνουν οδηγίες σχετικές με το σύστημα διοίκησης εργασίας στο σύνολό του. Αφού υπενθύμισε τους όρους της σύμβασης του 1964 για την πολιτική της απασχόλησης και της σύμβασης του 1975 για την αξιοποίηση του ανθρώπινου δυναμικού, αφού υπενθύμισε επίσης το σκοπό της πλήρους απασχόλησης που αμείβεται ανάλογα και έχει πειστεί για την ανάγκη να αποδεχτεί μια πολιτική διοίκηση της εργασίας, της οποίας η φύση να επιτρέπει την επιδίωξη αυτού του σκοπού και να δίνει ισχύ στους σκοπούς των Συμβάσεων που αναφέρθηκαν,

Αφού αναγνώρισε την ανάγκη του πλήρους σεβασμού της αυτονομίας των εργοδοτικών και εργατικών οργανώσεων, αφού υπενθύμισε για το σκοπό αυτόν τους όρους των διεθνών συμβάσεων και συστάσεων που υπάρχουν και εγγυώνται την ελευθερία και τα συνδικαλιστικά δικαιώματα καθώς και τα δικαιώματα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης-ιδίως τη σύμβαση του 1948 για τη συνδικαλιστική ελευθερία και την προστασία του συνδικαλιστικού δικαιώματος και τη σύμβαση του 1949 για το δικαίωμα οργάνωσης και συλλογικής διαπραγμάτευσης - και που απαγορεύουν κάθε παρέμβαση των δημόσιων αρχών που θα μπορούσε να περιορίσει αυτά τα δικαιώματα ή να παρεμποδίσει τη νόμιμη άσκησή τους έχοντας επίσης υπόψη ότι οι εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις παίζουν έναν ουσιαστικό ρόλο στην επιδίωξη των σκοπών της οικονομικής, κοινωνικής και πολιτιστικής προόδου,

Αφού αποφάσισε να αποδεχθεί ορισμένες προτάσεις σχετικές με τη διοίκηση της εργασίας : ρόλος- καθήκοντα και οργάνωση, ζήτημα που αποτελεί το τέταρτο θέμα της ημερήσιας διάταξης της συνόδου,

Αφού αποφάσισε ότι αυτές οι προτάσεις θα πάρουν τη μορφή της διεθνούς σύμβασης,

Αποδέχεται σήμερα είκοσι έξη Ιουνίου 1978 την παρακάτω σύμβαση που θα αναφέρεται ως «Σύμβαση για τη διοίκηση της εργασίας 1978».

Άρθρο 1

Για τους σκοπούς αυτής της σύμβασης:

α) ο όρος «διοίκηση της εργασίας» σημαίνει τις δραστηριότητες της δημόσιας διοίκησης στον τομέα της εθνικής πολιτικής της εργασίας,

β) ο όρος «σύστημα διοίκησης της εργασίας» περιλαμβάνει όλα τα όργανα της δημόσιας διοίκησης που είναι υπεύθυνα ή επιφορτισμένα με τη διοίκηση της εργασίας-είτε είναι υπουργικές υπηρεσίες είτε δημόσια ιδρύματα μεταξύ των οποίων οι παρακρατικοί οργανισμοί, οι περιφερειακές ή τοπικές υπηρεσίες και κάθε άλλη μορφή αποκεντρωτικής διοίκησης- καθώς και κάθε θεσμική οργάνωση διοίκησης με σκοπό να συντονιστούν οι δραστηριότητες αυτών των οργάνων και να διασφαλιστεί η γνωμοδότηση και συμμετοχή των εργοδοτών, των εργαζομένων και των οργανώσεών τους.

Άρθρο 2

Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση μπορεί να εκχωρεί ή να αναθέτει, με τρόπο που συμβιβάζεται με την εθνική νομοθεσία ή πρακτική, ορισμένες δραστηριότητες της διοίκησης εργασίας σε οργανώσεις μη κυβερνητικές, κυρίως σε εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις ή ενδεχόμενα σε εκπροσώπους των εργοδοτών και των εργαζομένων.

Άρθρο 3

Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση μπορεί να θεωρήσει ότι ορισμένες δραστηριότητες που αναφέρονται στην εθνική πολιτική της εργασίας αποτελούν μέρος των θεμάτων τα οποία, σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και πρακτική, ρυθμίζονται με προσφυγή στην άμεση διαπραγμάτευση μεταξύ εργοδοτικών και εργατικών οργανώσεων.

Άρθρο 4

Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση θα πρέπει με τρόπο που συμβιβάζεται με τις εθνικές συνθήκες να μεριμνά ώστε να οργανώνεται και να λειτουργεί αποτελεσματικά ένα σύστημα διοίκησης της εργασίας στην περιοχή του και (ώστε) τα καθήκοντα και οι ευθύνες που του ανατίθενται να είναι σωστά συντονισμένες.

Άρθρο 5

1. Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση θα πρέπει να θεσπίζει διατάξεις, που να συμβιβάζονται με τις εθνικές συνθήκες, για να εξασφαλίζονται στο πλαίσιο της διοίκησης της εργασίας συνεννοήσεις, συνεργασία ή διαπραγματεύσεις ανάμεσα στις δημόσιες αρχές και τις πιο αντιπροσωπευτικές εργοδοτικές και εργατικές οργανώσεις ή ενδεχόμενα στους αντιπρόσωπους των εργοδοτών και των εργαζομένων.

2. Οι διατάξεις αυτές, εφόσον αυτό συμβιβάζεται με την εθνική νομοθεσία και πρακτική, θα πρέπει να θεσπίζονται σε επίπεδο εθνικό, περιφερειακό και τοπικό, καθώς επίσης και σε διάφορους τομείς οικονομικής δραστηριότητας.

Άρθρο 6

1. Τα αρμόδια όργανα στο πλαίσιο του συστήματος της εργασίας θα πρέπει, ανάλογα με την περίπτωση να είναι υπεύθυνα για την προπαρασκευή, την εφαρμογή, το συντονισμό, τον έλεγχο και την αξιολόγηση της εθνικής πολιτικής της εργασίας ή να μετέχουν σε καθεμιά από αυτές τις φάσεις και να αποτελούν, στο πλαίσιο της δημόσιας διοίκησης, τα όργανα προπαρασκευής και εφαρμογής της νομοθεσίας που τη συγκεκριμενοποιεί.

2. Αυτά κυρίως τα όργανα, έχοντας υπόψη τους διεθνείς κανόνες εργασίας, θα πρέπει :

α) να συμμετέχουν στην προπαρασκευή, την εφαρμογή, το συντονισμό, τον έλεγχο και την αξιολόγηση της εθνικής πολιτικής της απασχόλησης σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και πρακτική·

β) να μελετούν συνέχεια την κατάσταση των προσώπων που έχουν μια απασχόληση, καθώς επίσης και ανέργων και υποαπασχολούμενων έχοντας υπόψη τους την εθνική νομοθεσία και πρακτική που αναφέρονται στις συνθήκες εργασίας και επαγγελματικής ζωής και στους όρους απασχόλησης, να εφιστούν την προσοχή τους στις ελλείψεις και καταχρήσεις που διαπιστώνονται σ' αυτόν τον τομέα και να υποβάλλουν προτάσεις για τα μέσα θεραπείας τους·

γ) να παρέχουν τις υπηρεσίες τους στους εργοδότες και τους εργαζομένους καθώς επίσης και στις αντίστοιχες οργανώσεις τους σύμφωνα με τους όρους που επιτρέπουν η εθνική νομοθεσία και πρακτική με σκοπό να προωθηθεί σε εθνικό, περιφερειακό και τοπικό επίπεδο, καθώς και στο επίπεδο διαφορετικών τομέων της οικονομικής δραστηριότητας πιο αποτελεσματική η δυνατότητα γνωμοδότησης καθώς και η συνεργασία ανάμεσα στις οργανώσεις αυτές·

δ) να απαντούν σε ερωτήματα τεχνικής φύσεως των εργοδοτών και των εργαζομένων καθώς επίσης και των αντίστοιχων οργανώσεών τους.

Άρθρο 7

Εφόσον οι εθνικές συνθήκες το απαιτούν και δεν έχουν ακόμα διασφαλισθεί δραστηριότητες τέτοιες που να ικανοποιούν τις ανάγκες του μεγαλύτερου δυνατού αριθμού εργαζομένων, κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση θα πρέπει να προωθεί την ενδεχόμενη προοδευτική επέκταση των καθηκόντων του συστήματος διοίκησης της εργασίας, ώστε να περιληφθούν σ' αυτό και δραστηριότητες που θα ασκούνται σε συνεργασία με τους άλλους αρμόδιους οργανισμούς και να αναφέρονται στις συνθήκες εργασίας και επαγγελματικής ζωής (ορισμένων) κατηγοριών εργαζομένων που, κατά το νόμο, δε θεωρούνται μισθωτοί, όπως:

α) οι κτηματίες που δεν απασχολούν εργατικό δυναμικό, οι επίμορφοι αγρολήπτες και ανάλογες κατηγορίες γεωργικών αγροτών·

β) οι ανεξάρτητοι εργαζόμενοι που δεν απασχολούν εργατικό δυναμικό και ασχολούνται στο μη διαρθρωμένο τομέα (της οικονομίας) όπως αυτός νοείται από την εθνική πρακτική·

γ) τα μέλη των συνεταιρισμών και οι εργαζόμενοι των αυτοδιοικούμενων επιχειρήσεων·

δ) τα πρόσωπα που εργάζονται σε πλαίσιο που ορίζεται από το έθιμο ή τις τοπικές παραδόσεις.

Άρθρο 8

Εφόσον το επιτρέπουν η εθνική νομοθεσία και πρακτική, τα αρμόδια όργανα μέσα στο πλαίσιο του συστήματος διοίκησης της εργασίας θα πρέπει να συμμετέχουν στην προπαρασκευή της εθνικής πολιτικής στον τομέα των διεθνών σχέσεων εργασίας και την εκπροσώπηση του Κράτους σ' αυτόν τον τομέα, καθώς επίσης και στην εκπόνηση των μέτρων που πρέπει να ληφθούν για το σκοπό αυτόν σε εθνική κλίμακα.

Άρθρο 9

Προκειμένου να διασφαλιστεί κατάλληλος συντονισμός καθηκόντων και αρμοδιοτήτων του συστήματος διοίκησης της εργασίας με τρόπο που ορίζεται από την εθνική νομοθεσία και πρακτική, το Υπουργείο Εργασίας ή κάθε άλλο παρεμφερές όργανο θα πρέπει να έχει τα μέσα να εξακριβώσει αν οι « παρακρατικοί οργανισμοί» που είναι επιφορτισμένοι με ορισμένες δραστηριότητες στον τομέα διοίκησης της εργασίας και τα περιφερειακά ή τοπικά όργανα, στα οποία θα είχαν ανατεθεί τέτοιες αρμοδιότητες, ενεργούν σύμφωνα με την εθνική νομοθεσία και εμμένουν στους σκοπούς που τους έχουν ανατεθεί.

Άρθρο 10

1. Το προσωπικό του συστήματος διοίκησης της εργασίας πρέπει να αποτελείται από πρόσωπα ειδικευμένα κατάλληλα για να ασκούν τα καθήκοντα που τους έχουν ανατεθεί. Τα πρόσωπα αυτά θα έχουν πρόσβαση σε κατάλληλη εκπαίδευση για την άσκηση αυτών των καθηκόντων και θα είναι ανεξάρτητα από κάθε ανεπίτρεπτη εξωτερική επιρροή.

2. Το προσωπικό αυτό θα έχει την κοινωνική υπόσταση, τα αναγκαία υλικά και οικονομικά μέσα για την αποτελεσματική άσκηση των καθηκόντων του.

Άρθρο 11

Οι επίσημες κυρώσεις αυτής της σύμβασης θα κοινοποιούνται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Άρθρο 12

1. Αυτή η σύμβαση δεσμεύει μόνο τα Μέλη εκείνα της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας, των οποίων τις επικυρώσεις έχει καταχωρίσει ο Γενικός Διευθυντής.

2. Θα αρχίσει να ισχύει δώδεκα μήνες μετά την καταχώριση των επικυρώσεων δυο Μελών από το Γενικό Διευθυντή.

3. Στη συνέχεια αυτή η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει για κάθε Μέλος δώδεκα μήνες μετά την ημερομηνία κατά την οποία καταχωρήθηκε η επικύρωσή της.

Άρθρο 13

1. Κάθε Μέλος που επικυρώνει αυτή τη σύμβαση μπορεί να την καταγγείλει, αφού περάσουν δέκα χρόνια από την ημερομηνία που η σύμβαση για πρώτη φορά άρχισε να ισχύει, με μια δήλωση που κοινοποιείται στο Γενικό Διευθυντή του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας για καταχώριση.

Η καταγγελία θα αρχίσει να ισχύει ένα χρόνο μετά την ημερομηνία κατά την οποία έγινε η καταχώρισή της.

2. Κάθε μέλος που έχει επικυρώσει αυτή τη σύμβαση και δεν ασκεί το δικαίωμα καταγγελίας που προβλέπει αυτό το άρθρο μέσα σε διάστημα ενός χρόνου από τη λήξη της δεκαετίας, που αναφέρεται στην προηγούμενη παράγραφο, θα δεσμεύεται για μια καινούργια δεκαετία και στη συνέχεια θα μπορεί να καταγγέλλει αυτή τη σύμβαση στο τέλος κάθε δεκαετίας και με τους όρους που προβλέπει αυτό το άρθρο.

Άρθρο 14

1. Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα γνωστοποιεί σ' όλα τα Μέλη της Διεθνούς Οργάνωσης Εργασίας την καταχώριση όλων των επικυρώσεων και καταγγελιών που του κοινοποιούνται από τα μέλη της Οργάνωσης.

2. Γνωστοποιώντας στα Μέλη της Οργάνωσης την καταχώριση της δεύτερης επικύρωσης, που του έχει κοινοποιηθεί, ο Γενικός Διευθυντής θα πρέπει να επιστήσει την προσοχή των Μελών της Οργάνωσης στην ημερομηνία από την οποία αυτή η σύμβαση θα αρχίσει να ισχύει.

Άρθρο 15

Ο Γενικός Διευθυντής του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας θα πρέπει να κοινοποιήσει στο Γενικό Γραμματέα των Ηνωμένων Εθνών για καταχώριση, σύμφωνα με το άρθρο 102 του Καταστατικού Χάρτη των Ηνωμένων Εθνών, πλήρεις πληροφορίες σχετικά με όλες τις επικυρώσεις και δηλώσεις καταγγελίας που έχει καταχωρίσει σύμφωνα με τις διατάξεις των προηγούμενων άρθρων.

Άρθρο 16

Το Διοικητικό Συμβούλιο του Διεθνούς Γραφείου Εργασίας, κάθε φορά που το κρίνει αναγκαίο, θα υποβάλλει στη Γενική Συνδιάσκεψη μία έκθεση για την εφαρμογή αυτής της σύμβασης και θα εξετάζει αν θα πρέπει να εγγραφεί στην ημερήσια διάταξη της Συνδιάσκεψης θέμα για την ολική ή μερική αναθεώρησή της.

Άρθρο 17

1. Σε περίπτωση που η Συνδιάσκεψη ψηφίσει μία νέα Σύμβαση, που αναθεωρεί αυτή τη Σύμβαση ολικά ή μερικά και εφόσον η νέα Σύμβαση δεν ορίζει διαφορετικά, τότε:

α) η επικύρωση από ένα Μέλος της νέας αναθεωρητικής Σύμβασης θα επιφέρει αυτοδίκαια την άμεση καταγγελία αυτής της σύμβασης παρά τις διατάξεις του παραπάνω άρθρου 13 με την επιφύλαξη ότι η νέα αναθεωρητική Σύμβαση θα έχει αρχίσει να ισχύει·

β) από την ημερομηνία που θα αρχίσει να ισχύει η νέα αναθεωρητική Σύμβαση θα πάψει να είναι ανοικτή για επικύρωση από τα Μέλη.

2. Εν πάση περιπτώσει αυτή η Σύμβαση θα παραμείνει σε ισχύ με τη μορφή και το περιεχόμενό της για εκείνα τα Μέλη που την έχουν επικυρώσει αλλά δεν έχουν επικυρώσει την αναθεωρητική της Σύμβαση.

Άρθρο 18

Το γαλλικό και αγγλικό κείμενο αυτής της Σύμβασης είναι εξίσου αυθεντικά.

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς αυτού του νόμου καθώς και της διεθνούς σύμβασης που κυρώνεται μ' αυτόν αρχίζει από την ημέρα που θα δημοσιευθεί στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλουμε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 16 Μαΐου 1985

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΠΡΟΕΔΡΙΑΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΗΣ — **ΑΠΟΣΤΟΛΟΣ ΛΑΖΑΡΗΣ**

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΕΘΝ. ΟΙΚΟΝΟΜΙΑΣ ΚΑΙ ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**

ΕΡΓΑΣΙΑΣ — **ΕΥΑΓ. ΓΙΑΝΝΟΠΟΥΛΟΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 17 Μαΐου 1985

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΟΥΝΟΥΓΕΡΗΣ

---

(2)

ΝΟΜΟΣ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 1547

Κύρωση συμφωνίας ανάμεσα στην Ελλάδα και τη Γιουγκοσλαβία για συνεργασία και αμοιβαία συνδρομή σε τελωνειακά θέματα.

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ

Κυρώνουμε και εκδίδουμε τον ακόλουθο νόμο που ψήφισε η Βουλή:

Άρθρο πρώτο.

Κυρώνεται και έχει την ισχύ που ορίζει το άρθρο 28 παρ. 1 του Συντάγματος η συμφωνία που υπογράφτηκε στην Αθήνα στις 4 Οκτωβρίου 1983 μεταξύ της Κυβέρνησης της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Ομοσπονδιακού Εκτελεστικού Συμβουλίου της Συνέλευσης της Σοσιαλιστικής Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας για συνεργασία και αμοιβαία συνδρομή σε τελωνειακά θέματα, της οποίας το κείμενο σε πρωτότυπο στην ελληνική γλώσσα έχει ως εξής:

ΣΥΜΦΩΝΙΑ

Μεταξύ της Κυβέρνησης της Ελληνικής Δημοκρατίας και του Ομοσπονδιακού Εκτελεστικού Συμβουλίου της Συνέλευσης της Σοσιαλιστικής Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας για συνεργασία και αμοιβαία συνδρομή σε τελωνειακά θέματα.

Η ΚΥΒΕΡΝΗΣΗ ΤΗΣ ΕΛΛΗΝΙΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΚΑΙ
ΤΟ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΟ ΕΚΤΕΛΕΣΤΙΚΟ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟ ΤΗΣ ΣΥΝΕΛΕΥΣΗΣ ΤΗΣ ΣΟΣΙΑΛΙΣΤΙΚΗΣ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑΚΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ ΤΗΣ ΓΙΟΥΓΚΟΣΛΑΒΙΑΣ

ΕΠΙΘΥΜΩΝΤΑΣ

να διευκολύνουν τη διακίνηση των επιβατών και εμπορευμάτων από τα κοινά τους σύνορα με την περαιτέρω ανάπτυξη της συνεργασίας μεταξύ των Τελωνειακών Διοικήσεων των δύο χωρών,

ΕΚΤΙΜΩΝΤΑΣ

ότι οι παραβάσεις των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών είναι επιζήμιες στα οικονομικά, δημοσιονομικά και εμπορικά συμφέροντά τους,

ΠΕΠΕΙΣΜΕΝΕΣ

ότι η καταστολή τέτοιων παραβάσεων θα μπορούσε να καταστεί περισσότερο αποτελεσματική με τη συνεργασία μεταξύ των Τελωνειακών τους Διοικήσεων,

ΣΥΜΦΩΝΗΣΑΝ ΤΑ ΑΚΟΛΟΥΘΑ:

Άρθρο 1.

Οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών με στενή συνεργασία εντός των πλαισίων της παρούσας Συμφωνίας θα διευκολύνουν στο μέγιστο δυνατό βαθμό τη διακίνηση επιβατών και εμπορευμάτων στα κοινά τους σύνορα, θα παρέχουν η μία στην άλλη συνδρομή για την καταστολή των παραβάσεων των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών.

Άρθρο 2.

Κατά την έννοια της παρούσας Συμφωνίας:

(1) Με τον όρο «Τελωνειακοί Νόμοι και Κανονισμοί» νοούνται οι διατάξεις για εισαγωγή, εξαγωγή, διαμετακόμιση και αποθήκευση των εμπορευμάτων που εφαρμόζονται από τις Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών, σε σχέση με τους τελωνειακούς δασμούς ή άλλες επιβαρύνσεις κατά την εισαγωγή ή εξαγωγή.

(2) Με τον όρο «Τελωνειακές Διοικήσεις» νοούνται ως προς την Ελληνική Δημοκρατία, η Ελληνική Τελωνειακή Διοίκηση, ως προς τη Σοσιαλιστική Ομοσπονδιακή Δημοκρατία της Γιουγκοσλαβίας η Ομοσπονδιακή Τελωνειακή Διοίκηση.

Άρθρο 3.

Οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών βάσει αμοιβαίας συμφωνίας και στο πλαίσιο των εθνικών τελωνειακών νόμων και κανονισμών τους θα λαμβάνουν τα κατάλληλα μέτρα για τη διευκόλυνση και επίσπευση της διακίνησης επιβατών και εμπορευμάτων στα κοινά τους σύνορα.

Για την εφαρμογή των ανωτέρω οι Τελωνειακές Διοικήσεις συντονίζουν τις ώρες εργασίας των παρακείμενων συνοριακών τελωνειακών αρχών.

Άρθρο 4.

Οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών κατόπιν αιτήσεως παρέχουν η μία στην άλλη συνδρομή κατά την έννοια του Άρθρου 1 με σκοπό την πρόληψη, διερεύνηση και καταστολή παραβάσεων των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών.

Οι συλλήψεις προσώπων και έρευνας χώρων και κτιρίων ή προσώπων, καθώς και η είσπραξη δασμών ή άλλων εισαγωγικών ή εξαγωγικών επιβαρύνσεων, προστίμων ή άλλων οφειλών εξαιρούνται από τη συνδρομή.

Για τη λήψη των αναγκαίων μέτρων βάσει της παρούσας Συμφωνίας εφαρμόζονται οι διατάξεις της εθνικής νομοθεσίας του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

Άρθρο 5.

Με αίτηση της Τελωνειακής Διοικήσεως ενός Συμβαλλόμενου Μέρους, η Τελωνειακή Διοίκηση του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θα παρέχει επίσης:

(1) Πληροφορίες για την αυθεντικότητα των τιθέμενων τελωνειακών σφραγίδων, των διακριτικών σημείων ταυτότητας ή των επίσημων εγγράφων που υποβάλλονται στις Τελωνειακές Αρχές.

(2) Όλες τις διαθέσιμες σ' αυτή πληροφορίες από τελωνειακά έγγραφα ή πληροφορίες που μπορούν να αποκτηθούν μέσω άλλων εγγράφων σχετικών με την εμπορική διακίνηση για την οποία υπάρχει υπόνοια ότι διενεργήθηκε με τη διάπραξη τελωνειακών παραβάσεων σε βάρος του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους και ιδιαίτερα σχετικά με τη φύση, την ποσότητα και την αξία των εμπορευμάτων.

Η Τελωνειακή Διοίκηση ενός Συμβαλλόμενου Μέρους αυτοβούλως και το συντομότερο δυνατό θα παρέχει προς την Τελωνειακή Διοίκηση του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους πληροφορίες:

(1) Για παρατηρήσεις που δίνουν αφορμή υπονοιών ότι διαπράχθηκε ή σχεδιάζεται η διάπραξη τελωνειακής παράβασης στην επικράτεια του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(2) Για την ανακάλυψη νέων μέσων και μεθόδων διάπραξης παραβάσεων των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών.

Άρθρο 6.

Η Τελωνειακή Διοίκηση ενός Συμβαλλόμενου Μέρους μετά από αίτηση της Τελωνειακής Διοίκησης του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους θα ασκεί στο μέτρο των δυνατοτήτων της επιτήρηση πάνω:

(1) Στη νείσοδο και έξοδο από το έδαφός της συγκεκριμένων προσώπων, που είναι ύποπτα ότι εμπλέκονται συστηματικά σε παραβάσεις των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους.

(2) Σε διακινήσεις συγκεκριμένων εμπορευμάτων, οι οποίες σύμφωνα με τη γνωστοποίηση του άλλου Συμβαλλόμενου Μέρους αποτελούν αντικείμενο παράνομων δραστηριοτήτων.

(3) Σε συγκεκριμένα οχήματα, σκάφη και αεροσκάφη, για τα οποία υπάρχουν υπόνοιες ότι χρησιμοποιούνται για τη διάπραξη παραβάσεων των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών στην επικράτεια του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

Τα αποτελέσματα της επιτήρησης να γνωστοποιούνται στην αιτούσα Τελωνειακή Διοίκηση.

Άρθρο 7.

Οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών αυτόβουλα ή ύστερα από αίτηση και όσο το δυνατό συντομότερα θα ανακοινώνουν όλες τις πληροφορίες σχετικά με παραβάσεις των Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών στις περιπτώσεις όπου η καταστολή τους αποτελεί αντικείμενο αμοιβαίου ενδιαφέροντος. Αυτό ιδιαίτερα αναφέρεται στη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτροπικών ουσιών, όπλων, πυρομαχικών και εκρηκτικών, αντικειμένων ιστορικής, καλλιτεχνικής, αρχαιολογικής ή πολιτιστικής αξίας, καθώς και εμπορευμάτων υποκείμενων σε υψηλούς δασμούς, όπως τα οινοπνευματώδη και ο καπνός.

Άρθρο 8.

Επιτρέπεται η αναστολή παροχής διοικητικής συνδρομής εάν το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση θεωρεί ότι τέτοια συνδρομή θα μπορούσε να παραβλάψει την κυριαρχία του, την ασφάλεια, τη δημόσια τάξη ή άλλα ουσιώδη συμφέροντα.

Όταν γίνεται αίτηση για διοικητική συνδρομή από Συμβαλλόμενο Μέρος, το οποίο αντιστρόφως αν του υπεβάλλετο αίτηση δεν θα είχε τη δυνατότητα να συμμορφωθεί με αυτή, η Τελωνειακή Διοίκηση του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους στην αίτησή της θα εφιστά την προσοχή στο γεγονός αυτό.

Σε τέτοια περίπτωση η συμμόρφωση με την αίτηση θα απόκειται στη διακριτική ευχέρεια του Συμβαλλόμενου Μέρους προς το οποίο απευθύνεται η αίτηση.

Όταν δεν υπάρχει δυνατότητα συμμόρφωσης προς μία αίτηση στο σύνολό της ή εν μέρει θα γίνεται σχετική πληροφόρηση του αιτούντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 9.

Πληροφορίες, έγγραφα και άλλες γνωστοποιήσεις που αποκτώνται μέσα στα πλαίσια της διοικητικής συνδρομής επιτρέπεται να χρησιμοποιούνται μόνο για σκοπούς εφαρμογής της παρούσας Συμφωνίας ή υπό όρους που ενδέχεται να τίθενται από την Τελωνειακή Διοίκηση που τις έδωσε. Επιτρέπεται επίσης να παρέχονται σε πρόσωπα, αρχές ή υπηρεσίες, άλλες από εκείνες στις οποίες κατά τα άλλα είναι εμπεπιστευμένη η χρήση τους για το σκοπό αυτόν, αλλά μόνο με τη ρητή συναίνεση της Τελωνειακής Διοίκησης που τις έδωσε.

Αυτό δεν αναφέρεται σε πληροφορίες, έγγραφα και άλλες γνωστοποιήσεις σχετικά με παραβάσεις Τελωνειακών Νόμων και Κανονισμών στη διακίνηση ναρκωτικών και ψυχοτροπικών ουσιών, όπλων, πυρομαχικών και εκρηκτικών.

Πληροφορίες, έγγραφα και άλλες γνωστοποιήσεις θα έχουν τη μεταχείριση επίσημου απορρήτου στην επικράτεια του λαμβάνοντος Συμβαλλόμενου Μέρους και θα προστατεύονται σύμφωνα με τους νόμους και κανονισμούς του Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 10.

Πληροφορίες, έγγραφα και άλλες γνωστοποιήσεις που αποκτώνται βάσει της παρούσας Συμφωνίας επιτρέπεται να χρησιμοποιούνται σαν αποδεικτικά μέσα σε τελωνειακές ή δικαστικές διαδικασίες. Η χρησιμοποίησή τους και η ισχύς τους ως αποδεικτικών μέσων σε τέτοιες διαδικασίες θα διέπονται από την εθνική νομοθεσία του λαμβάνοντος Συμβαλλόμενου Μέρους.

Άρθρο 11.

Η παροχή δημόσιων και άλλων εγγράφων, κατά κανόνα, θα γίνεται σε αντίγραφα. Αν η παροχή αντιγράφου δεν εξυπηρετεί το σκοπό μπορεί να ζητηθεί πρωτότυπο. Το Συμβαλλόμενο Μέρος προς το οποίο υποβάλλεται η αίτηση θα ανταποκρίνεται θετικά σε μια τέτοια αίτηση εφόσον είναι δυνατό.

Παρεχόμενα πρωτότυπα δημόσιων και άλλων εγγράφων, όπως επίσης και άλλα γραπτά κείμενα θα επιστρέφονται στην Τελωνειακή Διοίκηση προς την οποία απευθύνεται η αίτηση σε περίπτωση που δεν το αποκλείει η εθνική νομοθεσία.

Άρθρο 12.

Οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών θα ανταλλάσσουν αμοιβαία:

(1) Εμπειρίες σχετικά με την οργάνωση των αντίστοιχων Τελωνειακών Υπηρεσιών, την εκπαίδευση και την επιμόρφωση του προσωπικού τους, την αξιοποίηση τεχνικών μέσων,

καθώς και από άλλους τεχνικούς τομείς αμοιβαίου ενδιαφέροντος και

(2) τους εθνικούς Τελωνειακούς Νόμους και Κανονισμούς και τεχνική βιβλιογραφία.

Άρθρο 13.

Τα Συμβαλλόμενα Μέρη παραιτούνται από κάθε αξίωση για την αποκατάσταση δαπανών που προκύπτουν από την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας.

Άρθρο 14.

Η προβλεπόμενη από την παρούσα Σύμφωνία συνδρομή θα παρέχεται μεταξύ των Τελωνειακών Διοικήσεων των Συμβαλλόμενων Μερών κατά τον πλέον αποτελεσματικό τρόπο.

Οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Μερών επικοινωνούν απευθείας μεταξύ τους όταν χειρίζονται θέματα που απορρέουν από την παρούσα Συμφωνία.

Η Ελληνική Τελωνειακή Διοίκηση και η Ομοσπονδιακή Τελωνειακή Διοίκηση της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας, με βάση αμοιβαίες εκτιμήσεις θα λαμβάνουν τα μέτρα, που είναι αναγκαία για την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας. Αν είναι αναγκαίο για την εφαρμογή της παρούσας Συμφωνίας οι Τελωνειακές Διοικήσεις των Συμβαλλόμενων Χωρών εντός του πλαισίου των σχετικών εξουσιοδοτήσεών τους και με προηγούμενες διαβουλεύσεις, συνομολογούν τις κατάλληλες κανονιστικές διατάξεις.

Οι εκπρόσωποι της Ελληνικής Τελωνειακής Διοίκησης και της Ομοσπονδιακής Τελωνειακής Διοίκησης της Σοσιαλιστικής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας θα συναντώνται μια φορά το έτος για να εξετάζουν τα θέματα που προκύπτουν από αυτή τη Συμφωνία.

Άρθρο 15.

(1) Η παρούσα Συμφωνία υπόκειται σε επικύρωση και τίθεται σε ισχύ την πρώτη ημέρα του τρίτου μήνα μετά την ανταλλαγή των οργάνων επικύρωσης.

(2) Η παρούσα Συμφωνία μπορεί να καταγγελθεί γραπτώς μέσω της διπλωματικής οδού, θα παύσει δε να ισχύει ένα έτος μετά την καταγγελία της.

Έγινε την 4η Οκτωβρίου 1983 στην Αθήνα σε δύο πρωτότυπα στην ελληνική και στη σερβοκροατική γλώσσα. Και τα δύο κείμενα είναι εξίσου αυθεντικά.

Για την Κυβέρνηση της Ελληνικής Δημοκρατίας
ΞΕΝΟΦΩΝ ΠΕΛΟΠΟΝΝΗΣΙΟΣ

Για το Ομοσπονδιακό Εκτελεστικό Συμβούλιο της Συνέλευσης της Σοσιαλιστικής Ομοσπονδιακής Δημοκρατίας της Γιουγκοσλαβίας
ZVONKO POSCIC

Άρθρο δεύτερο.

Η ισχύς του νόμου αυτού αρχίζει από τη δημοσίευσή του στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως.

Παραγγέλλουμε τη δημοσίευση του παρόντος στην Εφημερίδα της Κυβερνήσεως και την εκτέλεσή του ως νόμου του Κράτους.

Αθήνα, 16 Μαΐου 1985

Ο ΠΡΟΕΔΡΟΣ ΤΗΣ ΔΗΜΟΚΡΑΤΙΑΣ
ΧΡΗΣΤΟΣ ΑΝΤ. ΣΑΡΤΖΕΤΑΚΗΣ

ΟΙ ΥΠΟΥΡΓΟΙ

ΕΞΩΤΕΡΙΚΩΝ — **ΙΩΑΝ. ΧΑΡΑΛΑΜΠΟΠΟΥΛΟΣ**

ΟΙΚΟΝΟΜΙΚΩΝ — **ΓΕΡΑΣΙΜΟΣ ΑΡΣΕΝΗΣ**

Θεωρήθηκε και τέθηκε η Μεγάλη Σφραγίδα του Κράτους.

Αθήνα, 17 Μαΐου 1985

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ ΚΟΥΝΟΥΓΕΡΗΣ

ΑΠΟ ΤΟ ΕΘΝΙΚΟ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟ